

Nº. XXVII.

L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE P U B L I C I T E

P A R I S I E N ,

JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

ET rédigé par M. MARAT, auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR et du PLAN DE
CONSTITUTION, etc.

Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Du Mercredi 7 Octobre 1789.

Réponse du Roi sur les Décrets des Droits de l'homme
et du Citoyen, et différens autres points constitution-
nels. — Révolution dans les affaires de l'Etat. —
Sanction pure et simple de ces Décrets. — Sup-
plice mérité de quelques Gardes du Corps. — Ar-
rivée du Roi à Paris. — Ridicule tentative du Pro-
cureur du Roi au Châtelet.

Du 3 Octobre 1789.

Séance du soir.

Après l'ouverture, on est venu au projet du dé-
cret sur la réformation provisoire de la procédure
criminelle. La lecture a donné lieu à de longs débats :
la décision en a été remise.

Un membre du comité des rapports a rendu compte
des mouvemens populaires arrivés dans les villes de

D d

Vassy et de Bar-sur-Aube, à raison de l'exécution du décret qui ordonne la libre circulation des grains et des farines dans l'intérieur du royaume.

L'assemblée a chargé M. le président d'envoyer aux municipalités de ces villes ses décrets relatifs à la libre circulation des grains et au rétablissement de la tranquillité publique.

Les infractions continuelles au décret qui ordonne la libre circulation des grains et farines dans l'intérieur du royaume, et qui en défend l'exportation à l'étranger, ont fixé l'attention de l'assemblée; elle a accédé à la demande de M. Target, que le comité des subsistances fût chargé de rédiger une adresse propre à démontrer la nécessité de ces décrets, et à calmer les esprits.

Plusieurs membres se sont récriés sur le peu de soin pris à empêcher la sortie continuelle des grains et farines hors du royaume; ils ont donné comme fait certain, qu'une énorme quantité étoit versée dans les Pays-Bas autrichiens. La discussion sur cet objet a été ajournée; on a chargé M. le président de prier le roi de donner les ordres les plus précis pour l'exécution rigoureuse de la loi, et on a levé la séance.

Qui doute que cette exportation alarmante ne soit l'une des opérations désastreuses du cabinet ministériel et des accapareurs du gouvernement, de même que l'affreuse disette qu'éprouve la capitale, et la plupart des villes du royaume, qui n'ont, comme elle, que des grains gâtés de l'administrateur des finances? Quoi! les soins paternels de ce ministre adoré se borneront à faire venir des grains gâtés de l'étranger, pour nous les revendre à haut prix, et à faire passer aux étrangers nos grains excellens pour les leur revendre à bas prix? O crimes atroces, qui ne passeroient que pour des actes de démence, s'ils n'étoient consommés par les ennemis de l'état, déterminés à nous perdre. Comment les pallier? Mais ils sont plus que suffisans pour flétrir un administrateur corrompu, et lui faire porter, sur l'échaffaud, sa tête coupable. Encore si nous n'étions à la veille de périr d'inanition, et si pour se procurer un morceau de mauvais pain, le peuple, arraché à ses travaux, n'étoit pas réduit à perdre tout son tems à la porte des boulangers! Peuple infortuné, connois tes protecteurs!

Du 5 octobre 1789.

Séance du matin.

M. le président a annoncé à l'assemblée que le roi examinera le décret sur le prêt à intérêt et à terme , et fera connoître incessamment ses intentions à cet égard ; qu'il a donné sa sanction au décret sur le droit de franc-fief et aux décrets sur la perception des impositions , a promis protection aux Juifs d'Alsace , a annoncé qu'il a fait garnir de troupes les frontières du royaume , pour empêcher l'exportation des grains.

M. le président a ensuite fait lecture de la réponse du roi sur l'acceptation de la déclaration des droits de l'homme , et des articles constitutionnels déjà décrétés. Réponse qui a été discutée avec d'autant plus de chaleur , que la plupart des membres de l'assemblée ont trouvé qu'elle ne remplissoit pas l'objet. Les uns l'ont regardée comme une réponse évasive , dictée par les circonstances , les autres comme un acte illégal , lequel n'étant ni scellé ni contre-signé du ministre , rendoit dérisoire la responsabilité des agents du pouvoir exécutif , égide de la liberté nationale.

M. Petion de Villeneuve a réclamé pour l'assemblée contre une réponse , où le roi dit positivement qu'il cede aux circonstances. « Je demande , a-t-il dit , si c'est de cette manière qu'il doit accepter la constitution ? Non , sans doute ; il doit l'accepter purement et simplement. Après de très-longues discussions et de très-vifs débats , l'assemblée nationale a décrété que le président , à la tête d'une députation , se retirera aujourd'hui devers le roi pour supplier sa majesté de vouloir bien donner son acceptation pure et simple à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen , et aux articles de constitution qui lui ont été présentés.

Séance du soir.

Elle n'est remarquable que par le trouble qui y a régné. Un peuple immense s'étant porté de Paris à Versailles , les femmes ont rempli en un instant la salle des états. Parlant toutes à la fois , elles demandoient à grands cris que l'assemblée fixât le prix du pain à deux sous la livre et à huit celui

de la viande, Au milieu de ces clameurs, il étoit impossible de prendre aucune résolution. En vain le comte de Mirabeau a-t-il essayé de prendre un ton imposant; les clameurs alloient augmenter si M. Guil-
lotin n'eut ramené le calme par la lecture d'une lettre et d'une ordonnance du roi. La lettre portoit :
» Je suis sensiblement touché de l'insuffisance de
» l'approvisionnement de Paris; je continuerai à
» seconder le zèle et les efforts de la municipalité
» de ma capitale par tous les moyens et les res-
» sources qui sont en mon pouvoir ».

Quant à l'ordonnance, elle prescrit à toutes les municipalités voisines, de laisser passer librement les bleds et farines destinés à l'approvisionnement de Paris, dont il autorise la municipalité à s'approvisionner dans les marchés voisins.

Cette lecture a été suivie de vifs applaudissemens. La députation envoyée au roi vers les quatre heures de l'après dinée a rapporté cette réponse : *j'accepte purement et simplement la déclaration des droits de l'homme et les articles constitutionnels que l'assemblée m'a présentés.* Ensuite on a discuté de nouveau le projet de décret sur la reformation de la procédure criminelle : la nuit étant très-avancée, on a levé la séance.

Du 6 Octobre 1789.

Séance du matin.

A l'ouverture, M. le président a annoncé que le roi desirant profiter des conseils de l'assemblée, invitoit le plus grand nombre possible des membres à se rendre auprès de lui. Après délibération, l'assemblée a décidé qu'elle seroit une députation de trente-six membres.

M, le comte de Mirabeau ayant annoncé qu'il venoit d'apprendre que le roi ayant résolu de se retirer à Paris, l'assemblée a décrété à l'unanimité des voix qu'elle ne se séparera pas du roi pendant la présente session.

Peu après la députation a rapporté la réponse du roi, conçue en ces termes : » Je reçois avec une vive sensibilité les nouveaux témoignages de l'attachement de l'assemblée nationale; le vœu de mon cœur est, vous le savez, de ne me jamais séparer d'elle. Je vais me rendre à Paris avec la

» reine et mes enfans, et je donnerai tous les ordres nécessaires pour que l'assemblée puisse y continuer ses travaux ».

Lecture faite, l'assemblée a décrété à l'unanimité des voix qu'elle nommeroit une députation pour accompagner le roi à Paris.

Paris, ce 6 Octobre 1789.

La nouvelle s'étant répandue que, dans une orgie, les gardes du corps du roi et plusieurs officiers du régiment de Flandre, après avoir foulé aux pieds la cocarde patriotique, avoient pris une cocarde noire, et s'étoient permis de violentes imprécations contre un grand nombre de députés, la capitale craignant que ces fideles représentans ne fussent en danger, et sentant plus que jamais la nécessité de mettre un terme à ses maux, et d'assurer promptement la félicité publique par une constitution libre et sage, plus de trente mille de ses habitants se sont rendus à Versailles en armes, suivis d'un train d'artillerie, pour avoir justice de l'outrage fait à la nation par les gardes du corps du roi, &c.

Plusieurs de ces malheureux suppôts du despotisme n'ont pu échapper à la juste fureur d'un peuple indigné; six ont été tués, deux autres ont été massacrés.

Le roi, la reine, le dauphin, &c. sont arrivés dans la capitale sur les sept heures du soir. C'est une fête pour les bons parisiens de posséder enfin leur roi : sa présence va faire bien promptement changer les choses de face : le pauvre peuple ne mourra plus de faim. Mais ce bonheur s'évanouiroit bientôt comme un songe, si nous ne fixions au milieu de nous le séjour de la famille royale, jusqu'à ce que la constitution soit complètement consacrée.

L'Ami du Peuple partage la joie de ses chers concitoyens, mais il ne se livrera point au sommeil.

Fausse tentative du Châtelet contre l'Ami du peuple.

Les suppôts de la chicane furieux de ce que je les poursuis sans relâche, et que je leur ferme la porte des municipalités où ils ne pourroient qu'établir une gestion désastreuse, se sont portés ce ma-

tin à un coup de désespoir. N'osant pas m'attaquer directement, ils s'en sont pris à mon imprimeur et à mon libraire que le procureur du roi a fait assigner pardevant le commissaire Ferrand.

J'ai recommandé au libraire de décliner ce tribunal gothique, dont la juridiction est prête à être anéantie en fait de matières criminelles. L'imprimeur, qui suit les vieilles maximes, a paru : mais comme la nouvelle de la glorieuse révolution où l'Ami du peuple, a eu sa petite part, étoit déjà repandue le bon-homme de commissaire lui a demandé en balbutiant, s'il avoit connoissance de l'affaire du N^o 24, dénoncé par M. de Joly : puis il a prudemment borné les fonctions de son ministère à lui faire des honnêtetés.

Laissons là le commissaire, et venons au procureur-royal. M. de Flandre de Brunville, permettez que je vous fasse une petite leçon avec ma franchise ordinaire. Vous qui deviez être un homme raisonnable, comment avez-vous imaginé que l'Ami du peuple auroit reconnu votre tribunal, lui qui a fait vœu d'écraser la tyrannie ? Tant que ses braves concitoyens auront le même cœur, il le sait, il n'a rien à craindre d'un coup d'éclat de la part des ennemis du bien public. Heureux s'il pouvoit aussi facilement parer les coups de la tourbe innombrable d'ennemis cachés, qui menacent ses jours. Il a pris à ce sujet les précautions qu'exige la prudence, pour pouvoir être plus long-temps utile à la patrie. Au demeurant, il a creusé sa fosse ; il y descendra sans frémir.

Révolution dans les affaires de l'état.

Rappelons ici un article de la réponse royale. Il porte en termes exprès : « que le roi n'accorde son » accession aux articles présentés, que sous la condi- » tion positive, dont il ne se départira jamais, que » le pouvoir exécutif ait son entier effet entre ses » mains ». Les voilà donc ces ministres si exaltés, qui ne craignent déjà plus d'ériger en despote le Restaurateur de la liberté française, et ces sages députés enlacés eux-mêmes dans les chaînes qu'ils ont remises au prince. Qu'ils sentent donc enfin les dangers de ce veto terrible qui rend le monarque maître

d'arrêter le législateur à chaque pas , et d'anéantir la constitution , si on ne lui remet le pouvoir d'écraser tout ce qui s'opposeroit à ses volontés. Je somme l'assemblée nationale , au nom sacré de la patrie , d'en révoquer sans retard le funeste décret.

Les vives alarmes qu'a excitée dans le cœur de tous les vrais citoyens , l'orgie célébrée dans le manège de Versailles , l'approche des malheurs auxquels la conjuration dont elle n'a été que le prélude alloit exposer la patrie , l'indignation de voir la majeure partie des représentans de la commune de Paris , composée d'aristocrates , et à leur tête cinq hommes décriés par leur conduite publique , vient de porter le peuple à disperser indistinctement , et les membres sains et les membres corrompus de la municipalité.

La municipalité auroit infailliblement prévenu cet acte violent de prudence que commandoit le soin public , si elle s'étoit purgée de ses membres gâtés ou suspects , comme je l'en avois requis tant de fois. Quoiqu'elle n'ait pas été dissoute par les districts , il seroit extrêmement dangereux qu'en se rassemblant , on y vît reparoître les membres proscrits par l'indignation du peuple. Ainsi l'amour du bien général , les dangers imminens qui nous menacent par le manque de provision , et le soin du salut de l'état , doivent porter tous les districts à s'occuper avant tout de sa recomposition , après lui avoir fait éprouver une réforme sévère.

Les membres du bureau (1) doivent être proscrits sans retour ; ils ont perdu pour jamais la confiance du public. Il en est de même d'une foule de procureurs mal famés , d'avocats rayés du tableau , et d'autres particuliers tarés , qui tous ne subsistent que de rapines , et ne se sont efforcés d'entrer dans la gestion municipale que pour dépouiller le peuple. Je sais qu'il est des hommes estimables dans le corps des procureurs , des avocats , des conseillers au Châtelet et au parlement , dans les académies même :

(1) La mairie ayant remplacé la prévôté des marchands , est une place parfaitement inutile à l'organisation de la municipalité. Elle peut être annulée , et elle doit être tout au moins mise de côté , jusqu'à ce que cette organisation soit consacrée.

mais ils ne sont que des exceptions. Quant au reste, plusieurs vivent des bienfaits du roi, la plupart ne savent qu'embrouiller les affaires, et tous sont animés d'un esprit de corps qui les porte à maintenir les anciens abus : leur vœu ne peut donc être que pour le despotisme. Tout aspirant de l'un ou l'autre de ces états doit donc être mis de côté, à moins qu'il n'ait donné des preuves éclatantes de son patriotisme.

Je ne répéterai pas ici que les citoyens ont le droit inaliénable de s'assembler quand il leur plaît, et en tel nombre qu'il leur plaît, pour s'occuper de la chose publique : c'est une vérité qu'il n'est plus permis de révoquer en doute. La commodité de s'assembler exige que ce soit par district. Que les districts se concertent donc et s'accordent sur ces quatre réglemens principaux, ils suffiront pour purger à jamais d'hommes corrompus ou suspects la municipalité.

Le premier consiste à réduire à la moitié, tout au plus, le nombre des membres de chaque comité, & celui des députés à la ville ; il sera plus facile de les bien composer, et ils le seront toujours mieux. D'ailleurs on ne tombera jamais dans l'inconvénient d'employer de grands moyens pour faire des petites choses : quoi de plus ridicule que de voir trois cents hommes graves, rangés sur des gradins, pour délibérer sur des minuties ?

Le second consiste à conserver la liberté des suffrages dans les élections : que tout candidat convaincu par deux témoins irrécusables d'avoir capté un seul suffrage, soit déclaré inhabile à tout emploi dans l'administration municipale ; & pendant la vie, s'il est convaincu d'avoir acheté un seul suffrage.

Le troisieme est de faire prêter serment à tout membre de comité ou député à la ville, qu'il n'acceptera du prince, ni directement ni indirectement, aucune récompense quelconque, et de dénoncer tous ceux qui chercheroient à corrompre sa fidélité. Quand il n'y aura plus à gagner que de l'honneur à servir la patrie, les hommes avides d'or, de distinctions, ou de places, se retireront ; et il ne restera que des hommes de bien et les hommes qui aiment la gloire.

Le quatrieme consiste à ménager à chaque district le droit de révoquer ses délégués qui ont perdu sa confiance, et de leur donner des suppléans.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.

Ayuntamiento de Madrid